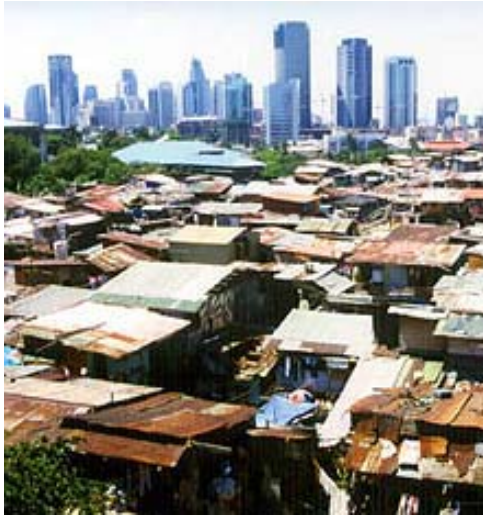


DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE

La Fondation Héritage et l'Amérique latine



La Fondation Héritage n'intervient pas seulement dans la vie politique intérieure des États-Unis et au Royaume-Uni pour promouvoir le pseudo-libéralisme. Elle est aussi très présente en Amérique latine. Ses « expertises », qui ressortent plus de l'idéologie que de l'observation, servent de base aux attributions d'aide économique états-unienne. Ses « analyses » justifient le déploiement permanent de troupes US pour défendre les intérêts économiques des multinationales, ainsi que les opérations de déstabilisations d'Haïti, de Cuba et du Venezuela.

page 2

L'Ukraine, enjeu du bras de fer Russie-États- Unis.

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

John McCain poursuit la campagne anti-russe en se penchant sur l'Ukraine. Si Victor Yushchenko gagne les élections, l'Ukraine se rapprochera des États-Unis et sera une épine dans le pied russe. Mais si c'est Victor Yanukovych, McCain craint que la Fédération de Russie ne s'associe à l'Ukraine pour constituer un « empire ».

page 5

REPÈRE : 25 OCTOBRE 1983

L'invasion de la Grenade

Le 25 octobre 1983, alors que les États-Unis sont encore sous le choc de l'attentat de Beyrouth, Ronald Reagan ordonne l'invasion de la Grenade dans les Caraïbes où le gouvernement de Maurice Bishop a noué des liens avec Cuba. Les États-Unis, qui sont parvenus à faire croire à la communauté internationale que l'île est devenue une base soviétique abritant plus de 200 avions de combat, débarquent sans rencontrer de résistance militaire et installent un protectorat. La manœuvre permet de redorer le blason de la Maison-Blanche. Comme le dira le conseiller présidentiel Irving Kristol en 1986 devant l'American Enterprise Institute : « Si le Président se présente devant le Peuple drapé dans la bannière étoilée, il gagnera... surtout si l'opposition donne l'impression de brandir le drapeau blanc de la défaite. Le peuple américain ne savait même pas où se trouvait l'île de la Grenade - ce n'avait aucune importance. La raison que nous avons avancée pour l'invasion - protéger les citoyens américains se trouvant dans l'île - était complètement bidon. Mais la réaction du peuple Américain a été comme prévue. Ils n'avaient pas la moindre idée de ce qui se passait, mais ils ont suivi aveuglement le Président et le Drapeau. Ils le font toujours ! ». ■



SINCLAIR BROADCAST GROUP, RÉSEAU DE DIFFAMATION AUDIOVISUELLE

Trente-deux membres démocrates de la Chambre des Représentants ont saisi le président de la Commission fédérale de la communication, le républicain Michael Powell (fils de Colin), afin qu'il veuille à ce que le Sinclair Broadcast Group, qui contrôle 62 chaînes de télévisions locales et finance massivement la campagne Bush, n'interfère pas sur l'élection présidentielle. Le premier opérateur de télévision états-unien a en effet annoncé la diffusion, vendredi, d'un réquisitoire anti-Kerry, *Stolen Honor*, dans lequel d'anciens prisonniers de guerre au Vietnam accusent le candidat démocrate de les avoir trahis et d'être indirectement responsable des tortures qu'ils subirent. Hier, la firme a licencié le directeur de son bureau de Washington, Jon Lieberman, qui s'était indigné au nom de la rédaction du caractère biaisé et diffamatoire du programme ; puis a appelé les téléspectateurs à écrire au sénateur Kerry pour qu'il accepte de venir sur le plateau répondre à ses accusateurs à l'issue de la diffusion. La milliardaire démocrate Deborah Rappaport a alors annoncé qu'elle achèterait une heure d'antenne au tarif publicitaire pour diffuser un programme pro-Kerry sur les ondes de Sinclair. Dans la soirée, le Groupe Sinclair renonçait à une diffusion intégrale de *Stolen Honor*, tandis qu'on apprenait que ses dirigeants faisaient l'objet d'un chantage, via l'avocat démocrate William S. Lerach, dans une affaire de délit d'initié. ■

De la théorie à la pratique

La Fondation Héritage et l'Amérique latine

La Fondation Héritage n'intervient pas seulement dans la vie politique intérieure des États-Unis et au Royaume-Uni pour promouvoir le pseudo-libéralisme. Elle est aussi très présente en Amérique latine. Ses « expertises », qui ressortent plus de l'idéologie que de l'observation, servent de base aux attributions d'aide économique états-unienne. Ses « analyses » justifient le déploiement permanent de troupes US pour défendre les intérêts économiques des multinationales, ainsi que les opérations de déstabilisations d'Haïti, de Cuba et du Venezuela.



La Fondation Héritage n'est pas un simple laboratoire d'idée, c'est une organisation militante qui fournit des argumentaires aux décideurs états-unien, en un temps record, pour défendre les points de vue du Parti républicain. Son histoire se confond avec celle des administrations Reagan et Bush fils aux États-Unis, Thatcher au Royaume-Uni [1]. Elle joue aussi un rôle déterminant dans l'élaboration des politiques du département d'État en Amérique latine.

Ainsi, le 3 mai 2004, l'administration Bush a annoncé, via Roger F. Noriega, que 16 pays, dont la Bolivie, le Honduras et le Nicaragua, avaient été choisis pour bénéficier du Millenium Challenge. Cet organisme privé, doté par l'État fédéral d'un milliard de dollars, est destiné à « *soutenir des programmes de développement économique, de développement humain, de renforcement de la démocratie et à favoriser la libre entreprise* » [2]

Entre autres critères d'obtention de cette aide, le gouvernement états-unien s'en est remis à l'assentiment de la fondation Héritage, qui évalue le degré de

« *liberté économique* » des États candidats.

C'est encore la Fondation qui participe à la validation de résultats électoraux, chaque fois qu'il est nécessaire de confirmer des victoires douteuses de partis pro-états-uniens, comme au Mexique lors des élections de 2000 qui virent la victoire de Vicente Fox.

La Fondation a fait la promotion d'agressions états-uniennes contre Haïti, le Venezuela et Cuba. Dans plusieurs de ses rapports, elle a pressé le gouvernement Bush de faire face « à la menace terroriste en Amérique latine. » [3].

Elle fournit aussi un argumentaire pour justifier du déploiement permanent de troupes US en Amérique latine et d'interventions couvertes. Le 20 février 2004, elle publiait un mémo du lieutenant-colonel James Jay Carafano et de Stephen Johnson intitulé, *Renforcer le flanc Sud de l'Amérique requiert plus d'efforts* [4]. Les deux experts y décrivaient une supposée menace terroriste, centrant leurs attaques sur Cuba et le Venezuela, les accusant d'interférer dans les « *processus démocratiques latino-américains* ». Le document mettait en demeure la diplomatie états-unienne de « *travailler de manière coordonnée avec d'autres gouvernements pour neutraliser les menaces* ».



Des soldats états-uniens en patrouille dans les rues de Port-au-Prince à Haïti

Stephen Johnson, expert la Fondation Héritage et ancien attaché militaire au Honduras, écrivait dans un document en date du 13 avril 2004, *Sécuriser un nouveau départ pour Haïti* [5] que les États-Unis ne peuvent résoudre tous les problèmes du monde car ceux-ci sont nombreux et leurs ressources sont limitées. C'est pourquoi : « *Les autres pays doivent apprendre à se débrouiller tout seuls* ». Mais, dans le cas d'Haïti, sa stabilité étant « *essentielle* » pour les autres économies des Caraïbes, « *les États-Unis ont un intérêt économique et stratégique à l'aider à être autosuffisant et à se régir par lui-même* ». Sans faire allusion à la participation des États-Unis dans le renversement d'Aristide [6], Johnson indique que Washington et ses « *partenaires internationaux* » aident à la reconstruction d'Haïti. Il qualifie de bon début, la formation d'un cabinet de « *technocrates non partisans* ». Ses conclusions soulignent que « *jusqu'à présent l'administration Bush a aidé à Haïti à préserver l'ordre constitutionnel devant une autocratie rampante* ». Elles citent les mots du gouverneur de Floride, Jeb Bush, demandant aux Haïtiens installés aux États-Unis de prendre part au « *processus de reconstruction* ». Johnson ajoute que : « *cependant, il est plus utile et souhaitable que les Haïtiens s'aident eux-mêmes, écartant ainsi les*

démagogues, tout en construisant des institutions durables. Le leadership des États-Unis pour maintenir le soutien international est un facteur clé pour que la reconstruction soit un succès ».

Le 31 octobre 2002 en sa qualité de secrétaire-assistant pour « l'hémisphère occidental », Otto Reich a fustigé Cuba dans un discours prononcé à Fondation Héritage. Il l'a accusé « *d'être une menace permanente pour la sécurité des États-Unis* », exigeant en outre que le gouvernement cubain mène à bien « *des réformes politiques radicales avant que les États Unis ne puissent avoir avec lui des relations diplomatiques normales* » [7]. Otto Reich s'était d'ailleurs adjoint comme assistant au département d'État, Dan Fisk, un expert de la Fondation Héritage et ancien assistant parlementaire du sénateur Jesse Helms.

C'est précisément Dan Fisk, le diplomate états-unien de plus haut rang chargé de Cuba, qui a justifié les récentes restrictions imposées sur les voyages à destinations de l'Île et aux devises envoyées par les exilés à leurs proches, en alléguant que ces restrictions étaient nécessaires parce que Castro essayait « *de profiter d'une partie du soutien de la Communauté exilée pour subvenir aux besoins de la population cubaine (...) Le régime a construit sa réputation sur la base d'une révolution qui prétend répondre aux besoins du peuple cubain (...) C'est le régime qui doit nourrir, donner du vêtement et des services médicaux au peuple* ». Certes, mais précisément, Cuba est victime d'un embargo depuis quarante ans.

Edgar González Ruiz

Journaliste d'investigation mexicain, auteur de Los Abascal, De los cristeros a Fox, La sexualidad prohibida, Cruces y Sombras ainsi que d'autres livres sur la droite mexicaine et sud-américaine.

[1] « [Le prêt-à-penser de la Fondation Héritage](#) », Voltaire, 8 juin 2004.

[2] « [Le Millenium Challenge, colonialisme libéral](#) » par Paul Labarique, Voltaire, 19 février 2004.

[3] Cf. « [Estados Unidos ocupa la triple frontera](#) » par Gaston Pardo, IPI/Red Voltaire, 10 février 2004.

[4] [Strengthening America's Southern Flank Requires a Better Effort](#) par James Jay Carafano et Stephen Johnson, Heritage Fondation, 20 février 2004.

[5] [Securing a Fresh Start in Haiti](#) par Stephen Johnson, Heritage Foundation, 13 avril 2004.

[6] « [Coup d'État en Haïti](#) » par Thierry Meyssan, Voltaire, 1er mars 2004.

[7] « [U.S. Interests in Latin America](#) », conférence d'Otto Reich, Heritage Foundation, 31 octobre 2002

L'Ukraine, enjeu du bras de fer Russie-États-Unis.

Analyse

Le *Jerusalem Post* reproduit une version partielle d'un texte de Nabil Amr, ancien ministre de l'Information de l'Autorité palestinienne, initialement publié en arabe par le journal *al-Hayat al-Jadeeda* de Rammalah. Nabil Amr dénonce le manque de démocratie dans les institutions palestiniennes et demande un accroissement de l'autorité du Conseil législatif palestinien. Comme nous n'avons pas pu nous procurer le texte originel, il nous est difficile de dire si cette tribune est pleinement représentative de la pensée de l'auteur ou si le journal de Richard Perle ne l'a pas expurgé de critiques trop virulentes contre Israël pour ne laisser que celle qui peuvent gêner Yasser Arafat. Quoi qu'il en soit, le quotidien (qui d'ordinaire ne publie pas de points de vue arabes dans ses pages « Opinions ») se délecte d'une tribune qu'il peut utiliser pour étayer son point de vue : il ne peut y avoir de paix avec les Palestiniens tant que ceux-ci n'auront pas réformé leur direction.

Autre angle d'attaque contre les Palestiniens : le terrorisme. Dans le *Los Angeles Times*, Joshua Muravchik note qu'aussi bien l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) que l'Organisation des Nations Unies (ONU) refusent de donner une définition du terrorisme de peur de porter tort aux combattants palestiniens. L'analyste néo-conservateur, qui est en train de rédiger un rapport contre l'ONU pour le compte de l'American Enterprise Institute, conclut bien sûr à l'inefficacité des institutions internationales ; ce qui est aussi pour les partisans de George W. Bush un moyen indirect de critiquer le discours multilatéraliste de John Kerry.

L'ex-Général Tommy Franks, affirme dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune* que, contrairement à John Kerry, le président sortant a bien compris que la guerre au terrorisme est globale est que la Guerre contre l'Irak et

la Guerre contre l'Afghanistan font partie du même conflit : dans les deux cas, les États-Unis ont combattu des « terroristes ». L'ancien responsable militaire de ces deux conflits dénonce également les attaques de Kerry contre l'inefficacité de l'armée états-unienne dans la traque de Ben Laden à Tora Bora et la technique qui a consisté à sous-traiter cette recherche aux seigneurs de guerre afghans. Il précise que les Afghans n'ont servi que d'auxiliaires en raison de leur connaissance du terrain et que rien ne prouve que Ben Laden ait pu s'enfuir puisqu'on ignore s'il était en Afghanistan ; un dernier argument que ceux qui ont soutenu l'invasion de l'Afghanistan au motif de la traque de Ben Laden apprécieront sans doute à sa juste valeur.

Le sénateur John McCain, président de l'International Republican Institute, reprend dans le *Washington Post* le cheval de bataille traditionnelle de son homologue démocrate de la NED/CIA, Madeleine Albright, et fustige l'organisation des élections du 31 octobre par le gouvernement ukrainien. Comme d'habitude, il vante les qualités de Victor Yushchenko et dénonce Victor Yanukovych. Contrairement à Madeleine Albright cependant, il joue moins sur la corde des Droits de l'homme bafoués et assume davantage l'enjeu stratégique de cette élection : Si Yushchenko gagne, l'Ukraine se rapprochera des États-Unis et sera une épine dans le pied russe, si c'est Yanukovych, McCain craint que la Fédération de Russie ne s'associe à l'Ukraine pour devenir un « empire » concurrent des États-Unis. On le voit, la lutte contre « l'empire émergeant » a repris un second souffle après la publication de la Lettre des 115 contre la Russie, dont M. McCain est signataire.

Bernard Bot, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas (qui occupe la présidence de l'Union européenne), n'a pas digéré de s'être fait manipulé par les Lituaniens lors de l'affaire de Beslan. Il est d'autant plus réticent à l'Appel des 115. Dans *Le Figaro*, il plaide pour un rapprochement de l'UE et de la Fédération de Russie et, faussement naïf, il met les tensions provoquées par les atlantistes sur le compte de malentendus culturels.

Réseau Voltaire

Nabil Amr



Ancien membre de l'équipe de négociateur de l'OLP avec Israël, ancien chargé de communication

« Il est temps de mener une Intifada interne »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Time for an internal intifada », par Nabil Amr, *Jerusalem Post*, 19 octobre 2004. Ce texte est adapté d'extrait d'une tribune publiée en arabe dans le *al-Hayat al-Jadeeda* de Rammalah. .

Le chaos dans les institutions palestiniennes est dramatique ; les institutions ne fonctionnent pas et une solution pragmatique au problème auquel fait face le pays et ses citoyens semble plus éloignée que jamais. L'impuissance arabe et

de Yasser Arafat et ancien ministre de l'information, Nabil Amr est élu au Conseil législatif palestinien. Proche de l'ancien Premier ministre palestinien Mahmoud Abbas, il est un opposant à Yasser Arafat et les États-Unis et Israël avait tenté de l'imposer dans le gouvernement Qoreï. Il est le fondateur du journal palestinien *al-Hayat al-Jadeeda* de Rammalah.

L'indifférence internationale ont conduit à un cycle de violence. La détérioration de la situation est alarmante et les éléments responsables de la direction politique palestinienne doivent prendre des mesures.

Si on regarde objectivement nos institutions, il apparaît clairement que l'instabilité dont nous souffrons est partiellement due à des éléments internes. Ainsi, le conseil législatif palestinien, qui devrait jouer un rôle central dans la réforme, ne mène pas sa mission à bien. J'ai demandé à mes collègues de cesser de tromper la population et de tenir des sessions ouvertes au public, c'est important car les forces d'occupation ne veulent pas que cette institution soit viable. Il faut également que le Conseil législatif palestinien puisse soulever des questions importantes, cela ne doit pas être le monopole de l'OLP. Il faut, en plus d'une Intifada pour l'indépendance, une Intifada pour mettre nos institutions sur la bonne voie. Le Conseil législatif palestinien doit devenir un parlement respecté et pour cela, nous devons corriger nos erreurs. Il n'est pas trop tard.

Joshua Muravchik



Joshua Muravchik est collaborateur de l'American Enterprise Institute, du Washington Institute for Near East Policy et de la National Endowment for Democracy. Il est membre du Council on Foreign Relations et fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq. Il est l'auteur de *Heaven on Earth : The Rise and Fall of Socialism*. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

« Les partenaires silencieux du terrorisme à l'ONU »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Terrorism's Silent Partner at the U.N. », par Joshua Muravchik, *Los Angeles Times*, 19 octobre 2004.

Ce mois ci, le conseil de sécurité de l'ONU a voté pour condamner le terrorisme sur la proposition d'un texte de la Russie. Toutefois, les circonvolutions de langage et les tractations en coulisse nécessaires au vote n'ont pas rassuré ceux qui veulent gagner la guerre au terrorisme. Ce que ce texte révèle, c'est que même après Beslan, Madrid et le 11 septembre, l'ONU ne parvient pas à combattre le terrorisme sans équivoque.

La raison est que l'Organisation de la conférence islamique, qui regroupe 56 des 191 membres de l'ONU, défend le terrorisme comme un droit. Après le vote du conseil de sécurité, l'ambassadeur John Danforth a essayé de présenter ce texte comme une avancée et c'est vrai que le texte condamne « tous les actes de terrorisme quelle que soit leur motivation » mais au pays merveilleux de l'ONU, un « acte de terrorisme » n'est pas ce qu'on pourrait croire. Depuis huit ans, une commission de l'ONU travaille sur une définition du terrorisme, mais ce qui devrait être simple est rendu compliqué par la volonté des États de l'OCI qui veulent exclure de la définition du terrorisme tous les actes menés par des groupes de libération nationale, quelles que soient leur méthode. Les États-Unis ont essayé de leur faire changer d'avis, tout comme Kofi Annan, mais en vain. Déjà, dans les années 70, les États islamiques avaient affirmé que les peuples colonisés pouvaient employer tous les moyens à leur disposition. Ces États aujourd'hui se déclarent satisfaits de la nouvelle résolution, mais tant qu'ils continueront à faire obstruction, on ne risque de ne pas voir beaucoup de progrès dans la lutte contre ce fléau.

Tommy Franks



Tommy Franks est ancien général et ancien commandant en chef du Central Command, à ce poste il a dirigé les guerres en Afghanistan et en Irak. Il est l'auteur de *American Soldier* et membre des Veterans for Bush. En novembre 2003, il avait affirmé qu'en cas d'attaque terroriste à l'arme de destruction massive contre les États-Unis, il faudrait suspendre la constitution états-unienne et mettre en place un gouvernement militaire.

« La guerre des mots »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « War of Words », par Tommy Franks, *New York Times*, 19 octobre 2004.

« Kerry's war of words distorts the facts », *International Herald Tribune*, 20 octobre 2004.

George W. Bush et John Kerry ont des visions vraiment différentes de la guerre au terrorisme et il faut en débattre dans la campagne, mais ce débat doit porter sur des faits, pas sur des distorsions de l'histoire. Ainsi, à plus d'une occasion, Kerry a commenté l'attaque contre les grottes de Tora Bora en Afghanistan en la présentant comme une occasion manquée et prétendant que nos troupes avaient laissé filer Ben Laden en confiant sa traque à des seigneurs de guerre. J'étais le commandant des forces alliées à cette époque et je peux affirmer que ce que dit Kerry ne correspond pas à la réalité.

Tout d'abord, rien ne permet d'affirmer que Ben Laden était à Tora Bora en décembre 2001 puisque certaines sources affirmaient qu'il était au Pakistan ou au Cachemire. En outre, nous n'avons pas " délégué " la traque de Ben Laden à des seigneurs de guerre, nous avons seulement collaboré avec eux compte tenu de leur bonne connaissance du terrain. Nous ne leur avons pas laissé faire le travail puisqu'ils étaient assistés par des forces spéciales multinationales.

Contrairement à Kerry, le président Bush n'a jamais perdu de vue que la guerre au terrorisme est globale et qu'elle ne peut pas être séparée en plusieurs conflits, l'un en Afghanistan et un autre en Irak : les deux sont une partie du même effort pour capturer ou tuer les terroristes. L'action en Irak ne nous a pas empêchés de maintenir des troupes en Afghanistan.

Nous sommes résolus à mener cette guerre sur tous les fronts et nous faisons des avancées impressionnantes : l'Afghanistan a organisé ses premières élections libres, l'Irak a un gouvernement libre composé d'Irakiens. A la fin de l'année, 125 000 Irakiens auront été entraînés pour former les nouvelles forces de sécurité et de grands programmes humanitaires ont été réalisés même s'il reste bien des obstacles à franchir.

John McCain



Ancien prisonnier de guerre au Vietnam et issu d'une famille de militaires états-uniens de haut rang, John McCain est sénateur républicain de l'Arizona. Il est président de la Commission du commerce, des sciences et des transports et membre de la Commission des forces armées du Sénat états-unien. Il était en 2000, le principal rival de George W. Bush à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle. Il préside l'International Republican Institute, un organisme satellite de la National Endowment for Democracy. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 Atlantistes contre la Russie.

« Un choix crucial pour l'Ukraine »

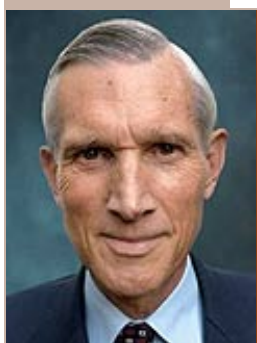
Source : Washington Post

Référence : « A Crucial Choice for Ukraine », par John McCain, *Washington Post*, 19 octobre 2004.

Une élection cette année va déterminer la destinée politique d'un pays important et définir son orientation politique internationale. Je ne parle pas de l'Afghanistan, de l'Irak ou des États-Unis, mais de l'Ukraine qui va connaître une élection historique le 31 octobre. L'importance de cette élection n'est pas tant les candidats que les indications concernant la voie que suivra l'Ukraine. Le président Kuchma se retire et les deux principaux candidats sont Viktor Yanukovych (actuel Premier ministre) et Viktor Yushchenko. Le gouvernement ukrainien a utilisé ses lois fiscales contre Yushchenko, a empêché l'opposition d'avoir accès aux médias et a intimidé les candidats et leurs partisans. Récemment, Yushchenko a connu un empoisonnement qui lui a laissé une partie du visage paralysé. Lors de ma visite dans ce pays en août, j'ai pu constater le retour en arrière que vivait l'Ukraine concernant sa démocratie. C'est préoccupant pour les droits des Ukrainiens mais aussi pour l'orientation politique de ce pays. Si le gouvernement poursuit ses offensives contre l'opposition, les relations avec les États-Unis et l'Union européenne ne pourront que se détériorer et l'Ukraine retournera dans l'orbite russe, alors que les Ukrainiens veulent se tourner vers l'Occident.

Comme l'a justement fait remarqué Zbigniew Brzezinski, avec l'Ukraine subordonnée, la Russie deviendra un Empire. L'Occident doit donc travailler à la démocratisation de l'Ukraine. Il faut que les responsables ukrainiens aient une interdiction de visa si l'oppression continue. D'autres mesures doivent être envisagées.

Bernard Bot



Bernard Bot est ministre néerlandais des Affaires étrangères.

« Russie, Union européenne : chacune a besoin de l'autre »

Source : Le Figaro

Référence : « Russie, Union européenne : chacune a besoin de l'autre », par Bernard Bot, *Le Monde*, 18 octobre 2004.

La Russie et l'Union européenne doivent bâtir un partenariat capable de surmonter les tempêtes du XXI^{ème} siècle. Nous sommes liés par la géographie et par un patrimoine culturel commun mais surtout par l'absence d'une autre solution crédible. La mondialisation ainsi que nombre de menaces et de défis

nouveaux imposent un agenda qu'aucun acteur international sérieux ne peut gérer à lui seul.

L'Union européenne considère la Russie comme une grande puissance contribuant à la préservation de la paix et de la stabilité internationales. Elle est un partenaire indispensable dans tout effort visant à démanteler les filières des trafics illégaux qui aboutissent dans l'Union européenne. La Russie a également besoin de l'UE, une entité qui rassemble 455 millions de citoyens, pour un PIB total de plus de 10 000 milliards de dollars et qui " grandit " également sur le plan politique. L'UE croit, comme la Russie, en un système multilatéral efficace, centré autour d'une ONU forte, où le pouvoir politique est régi par l'État de droit. En plus de cette vision commune du monde, nous avons besoin l'une de l'autre.

Cela commence par notre combat commun contre le terrorisme qui fédère toutes les sociétés civilisées. L'UE et la Russie doivent intensifier leurs échanges d'informations et conjuguer leurs efforts de démantèlement de l'infrastructure financière des mouvements terroristes. Dans le même temps, nous devons reconnaître que la seule action efficace contre le mal terroriste consiste à combattre à la fois ses effets visibles et ses foyers d'infection sous-jacents et **Vladimir Poutine** a eu raison de pointer le chômage massif dans le Caucase comme facteur d'incitation au terrorisme. Nous devons également collaborer sur le plan économique. Une Russie prospère et moderne profite à l'UE, car prospérité et modernité impliquent plus d'échanges commerciaux, plus d'investissements, plus d'innovation et moins de pollution environnementale, c'est pour cette raison que l'Union européenne a donné à la Russie le statut de " nation plus favorisée " et que l'UE a soutenu les efforts de la Russie pour qu'elle entre dans l'OMC. C'est encore pour cette même raison que l'UE a applaudi à la décision du gouvernement russe de transmettre le projet de ratification du protocole de Kyoto à la Douma. Il faut cependant que la Russie améliore son climat d'investissement.

Il existe cependant un troisième niveau de préoccupation : la démocratie et l'État de droit. Quand les Européens parlent de démocratie, ils ne parlent pas que d'élection majoritaire mais bien d'une combinaison de démocratie et d'État de droit. De nombreux Parlements au sein de l'UE s'inquiètent de voir la Russie sacrifier précisément cette précieuse combinaison aux fins de lutte contre le terrorisme alors que dans le même temps, les parlementaires russes trouvent l'Union européenne trop bureaucratique et arrogante. Face à ces incompréhensions, il est important d'apprendre à se connaître et de multiplier les échanges économiques, culturels et universitaires.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .